

Programme agrégation interne :

- ☐ L'élève en EPS et la matrice disciplinaire : de « l'éternel débutant » au « citoyen lucide, autonome, physiquement et socialement éduqué ».
- ☒ L'élève en EPS et son curriculum de formation : entre acquisition de compétences communes et contribution au développement de son identité et de son pouvoir d'agir.
- ☒ Enseigner et apprendre en EPS en milieu difficile et en milieu scolaire ordinaire.
- ☐ L'apprentissage en EPS et la question du temps
- ☒ L'activité de l'enseignant et de l'élève en EPS : entre travail individuel et travail collectif

Programme CAPEPS interne

- ☒ La réforme de la scolarité obligatoire ;
- ☒ La prise en compte en EPS de la diversité des élèves ;
- ☐ L'activité de l'enseignant et les apprentissages des élèves ;
- ☒ Le projet pédagogique EPS ;
- ☐ L'association sportive dans le second degré ;
- ☐ Les examens en EPS dans le second degré ;

LA REFORME DU COLLEGE EN DIX POINTS

Retrouvez à travers le magazine en ligne "[La réforme du collège en dix points](#)" tous les éléments utiles pour comprendre et mettre en place la réforme du collège qui entrera en vigueur à la rentrée 2016.

COLLEGE, MIEUX APPRENDRE POUR MIEUX RÉUSSIR

Après des années qui ont vu sa place et son rôle mis en cause à mesure que ses moyens s'amoindrirent et que sa performance se dégradait, l'école est engagée dans une refondation globale qui est au cœur du redressement de notre pays voulu par le Président de la République. L'enjeu de cette refondation tient dans ce double défi de rétablir la performance du système éducatif, en assurant la réussite du plus grand nombre et en luttant contre le déterminisme social, et de rendre à l'école sa mission de transmettre et de faire partager les valeurs de la République. La loi du 8 juillet 2013 a déjà permis d'engager des évolutions positives, concentrées sur le premier degré, là où se forment les premières inégalités d'apprentissage. Aujourd'hui, nous devons prolonger la refondation en imaginant une nouvelle organisation du collège, opérationnelle dès la rentrée 2016.

ÉVOLUTION DES ACQUIS COGNITIFS AU COLLÈGE AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ÉLÈVE

Constat et mise en perspective longitudinale Linda Ben Ali et Ronan Vourc'h MENESR-DEPP, bureau de l'évaluation des élèves.

Cet article s'appuie sur l'exploitation des données du panel d'élèves du second degré initié par la DEPP en 2007. Il s'intéresse aux évolutions des acquis cognitifs entre la sixième et la troisième en lien avec l'environnement socioculturel. Pour cela, sont mobilisés les résultats d'évaluations standardisées mises en œuvre lors de ces deux moments de mesure. L'objectif principal est de vérifier si les écarts sociaux qui peuvent être identifiés à la sortie de l'école primaire se creusent ou, au contraire, se réduisent pendant les années passées au collège. Lorsque l'on s'intéresse aux résultats des tests effectués en fin de troisième, il apparaît que la réussite dépend avant tout du niveau initial des collégiens – les élèves les plus compétents en sixième tendent à le rester en troisième – mais aussi de leurs caractéristiques sociales. En effet, les enfants de cadres et de diplômés de l'enseignement supérieur réussissent mieux tous les tests de fin de troisième que les enfants d'ouvriers ou ceux dont les parents sont dépourvus de diplôme. Quant aux analyses portant

sur la progression des élèves en tenant compte de leur niveau initial, elles indiquent une stabilité des écarts sociaux, déjà marqués en sixième, pour les épreuves de compréhension et de raisonnement logique. En revanche, pour les compétences en mathématiques et en mémoire encyclopédique, les inégalités sociales se creusent entre la sixième et la troisième.

DES PROGRAMMES AU PROJET D'EPS (RIGOTTARD DIDIER IA IPR EPS *formation des enseignants d'EPS de la Polynésie Française*)

La refondation de l'École de la République place la **qualité des apprentissages** au cœur de l'action engagée et annonce que les **contenus d'enseignement** doivent évoluer pour garantir l'acquisition des connaissances et des compétences selon une progression cohérente et adaptée aux apprentissages. 2016 sera une année déterminante au cours de laquelle seront mis en œuvre les nouveaux programmes de la maternelle, de l'école élémentaire et du collège.

Grâce à cette réforme en profondeur, le nouveau collège devra mieux enseigner les savoirs fondamentaux, former à d'autres compétences et avoir un fonctionnement quotidien assoupli pour s'adapter à la diversité des besoins des élèves. Cette année doit donc être l'occasion pour les équipes d'EPS, lors des réunions pédagogiques régulières, d'anticiper la mise en place des nouveaux programmes, modifier les pratiques d'enseignement et expérimenter de nouvelles organisations pédagogiques. Au nom de l'équité, le collège doit offrir des réponses différenciées pour permettre à tous les élèves de construire les connaissances, capacités et attitudes chargées de garantir à chacun, à l'issue de la scolarité obligatoire, **la maîtrise du socle commun de connaissances, de compétences et de culture**.

La mise en place de la réforme nécessite que tous les enseignants d'EPS soient formés. La formation disciplinaire proposée couvre l'ensemble des besoins nécessaires à la mise en place de cette réforme :

- les nouveaux programmes du cycle 3 (CM1 CM2 6^e) et du cycle 4 (5^e 4^e 3^e) et le projet EPS
- le nouveau livret scolaire de la scolarité obligatoire, l'évaluation et le nouveau brevet
- les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires intégrés pendant les heures de cours ; la pédagogie de projet *dans ce cadre nouveau*
- l'Accompagnement Personnalisé à la place des heures de cours

[Le document de stage support des échanges](#) permet de cerner les points de vigilances et les leviers à manipuler pour réécrire les projets d'EPS et modifier les pratiques professionnelles. Suite à ces formations, je vous adresse à tous mes encouragements pour assurer la mise en œuvre d'une EPS au service de la réussite de tous et je sais pouvoir compter sur l'engagement de chacun, malgré les conditions difficiles, pour proposer un enseignement de qualité aux élèves qui nous sont confiés afin de leur permettre de mieux apprendre pour mieux réussir. Je souhaite que durant cette année charnière, l'ensemble des enseignants d'EPS de l'académie invente, crée, innove et surtout ose afin de préparer cette réforme incontournable et faire du collège un lieu d'épanouissement et de construction de la citoyenneté, une communauté où l'expérience individuelle et l'activité collective sont privilégiées.

AGNES VAN ZANTEN : ACCOMPAGNER LA MISE EN PLACE DES REFORMES POUR LUTTER CONTRE LES PROCESSUS INEGALITAIRES (le café pédagogique : propos recueillis par François Jarraud).



Comment un système éducatif qui a la passion de l'égalité peut-il devenir une machine à reproduire les inégalités sociales ? Agnès van Zanten revient sur la part de l'institution scolaire et sur celle des enseignants. Elle propose un accompagnement réel des réformes pour lutter contre les pratiques inégalitaires du terrain.

On a l'impression que notre système éducatif est plus juste et que chacun a selon son mérite est-ce vrai ?

Effectivement en France on a une grande passion de l'égalité et il y a plus qu'ailleurs la volonté de mettre en avant un idéal d'égalité et justice. Les concours représentent ce modèle. Mais en même temps on tolère des processus porteurs d'inégalités en amont. D'une part parce qu'on considère que la compétition est tellement dure qu'elle justifie les moyens pour y faire face. D'autre part parce qu'on les attribue aux familles alors même que des acteurs scolaires y participent aussi dans les établissements.

Peut-on dire que cela commence dès le primaire ?

Dans le primaire, on a diminué le redoublement mais les dispositifs de remédiation étant peu efficaces, ils participent plutôt d'une logique de séparation et de stigmatisation des élèves. Dès le CP, un nombre non négligeable d'enfants se trouve largué face au niveau d'exigence imposé et à l'absence de soutien. Mais c'est peu apparent car il n'y a pas de réorientation.

Vous dites que le collège a un rôle ambigu. Que voulez-vous dire ?

Dans le discours officiel on promeut le collège unique et l'absence de sélection. Mais dans la réalité on observe une différenciation croissante entre les établissements suivant les caractéristiques sociales et scolaires de leurs publics. Et au sein des collèges, grâce principalement aux options, s'opère aussi une ségrégation entre les classes. Ces deux mécanismes participent à la fabrication et à l'entretien de cheminements particuliers pour les futures élites et, parallèlement, de voies de garage pour d'autres élèves.

Au lycée on a l'impression que les valeurs d'élitisme sont assumées davantage. Qu'en pensez-vous ?

C'est vrai. Au lycée, on pense qu'on est à la fois en droit de demander aux enfants d'entrer dans le jeu de la compétition au sens de J Rosenbaum : de véritables tournois où le nombre de compétiteurs se réduit à chaque épreuve, ce qui à son tour accroît la légitimité des élites scolaires qui sortent victorieuses de ces épreuves. On admet aussi que les voies se séparent avec des poursuites d'études et des types d'emplois bien différents à la clé. Ce que j'appelle « le parrainage institutionnel » y est donc plus visible qu'au collège. L'idée perdure cependant qu'on est dans un système juste car formellement ouvert à tous. Mais ne peuvent en réalité profiter de cette égalité supposée de chances que les élèves qui bénéficient d'un fort soutien familial et institutionnel.

Le soutien institutionnel s'explique par le fait que les enseignants adhèrent à un modèle d'égalité où l'idéal est de mener le plus loin possible les élèves. Or de fait la réussite de quelques-uns contribue à racheter l'échec de tous ceux qui restent sur le carreau. De nombreux enseignants de banlieue que j'ai étudiés par le passé se mobilisent fortement pour les élèves en difficulté mais il est souvent plus gratifiant de se dévouer à des élites scolaires qui progressent rapidement et dont le succès rejaillit sur ceux qui les ont formés.

Vous dites que finalement les jeunes légitiment leur position dominante au nom de l'utilité. Comment l'expliquer ?

Les points de vue de ces jeunes sont influencés par le modèle politique dominant qui considère qu'il faut une élite éclairée pour guider la population. Les élites scolaires justifient aussi leur position dominante par leurs efforts au lycée et en CPGE. En même temps, ils ignorent souvent les difficultés des autres élèves car ils ont été scolarisés, parfois très précocement, dans des contextes favorisés où la compétition, plus ou moins brutale, se déroule entre des élèves très semblables, venant des mêmes milieux sociaux avec les mêmes qualités scolaires.

Cela a quelles conséquences pour la société française ?

D'une part on sait que si le système arrive à dégager une élite c'est au prix de laisser beaucoup d'élèves sur le chemin. Or ce n'est pas inéluctable. D'autres pays dégagent une élite tout en ayant un niveau de réussite moyen beaucoup plus élevé et un système scolaire plus équitable.

D'autre part, ces processus ont des effets sur la cohésion sociale et sur le divorce entre les élites et la société dont on parle tant ces derniers temps. On a d'un côté des élites qui se ressemblent et s'entendent car elles proviennent des mêmes milieux et des mêmes établissements mais au prix d'une forte séparation du reste de la société en raison de la ségrégation résidentielle mais aussi scolaire, ce qui explique aussi leur cécité face à certains processus sociaux. D'autre part, ces processus renforcent la défiance de la masse des élèves, puis des adultes, à l'égard de ceux qui ont de leur point de vue bénéficié de privilèges sociaux et scolaires indus avec de graves conséquences sur le plan social et politique.

La solution ce pourrait être une sélection plus ouverte à l'entrée en CPGE ou grandes écoles ?

Il n'y a pas de système idéal. Les examens et concours ont des vertus. Mais on sait qu'ils génèrent une préparation en amont qui favorise les inégalités. Au Brésil, il y a un examen d'entrée dans les universités publiques gratuites auquel réussissent surtout les élèves de milieu favorisé qui le préparent avec des cours particuliers payés par leurs parents. En France, on a pensé régler cette question en internalisant et en rendant gratuite la préparation aux concours avec les CPGE. Mais l'accès à ces classes dépend de la capacité d'accompagnement des familles et des établissements fréquentés auparavant. Ce n'est pas égalitaire non plus.

La prise en compte des notes pose d'autres problèmes notamment dès lors que les acteurs scolaires pensent qu'il faut les réévaluer en fonction de l'établissement de provenance des élèves. Les entretiens oraux où l'on teste la motivation ou la culture générale sont aussi très discriminants et donnent lieu, comme à Oxford et à Cambridge en Angleterre à une préparation en amont des élèves par les enseignants dans certains établissements ainsi que par des coachs payés par leurs parents. Il faut donc être très vigilant pour limiter ces processus et apporter un soutien spécifique aux élèves ne pouvant pas bénéficier de ces formes de parrainage social et institutionnel.

En France, il apparaît particulièrement important d'analyser de près les inégalités qui se creusent par le double jeu des choix des établissements et des options par les parents et des parcours d'élite que dessinent les établissements par le biais de leurs stratégies de sélection, des filières et des options. On lance souvent des réformes mais on suit peu la façon dont les acteurs les plus dotés en ressources, parents, enseignants ou chefs d'établissements, utilisent la marge d'action laissée à l'échelon local pour les tourner à leur avantage ou éviter de les mettre en œuvre.

Il faudrait faire attention avec la réforme du collège ?

Oui. Par exemple il faudra voir ce qu'elle donne sur le terrain selon les types d'établissements. Il faut vraiment dégager des moyens non seulement pour lancer mais pour accompagner la mise en œuvre des réformes sur le terrain et veiller à corriger le tir dès lors que l'on observe l'émergence ou le maintien de processus favorisant certains groupes sociaux. Sinon on sera toujours dans cet écart entre un idéal égalitaire et des pratiques de terrain qui vont dans le sens de la reproduction des inégalités.

AGNES VAN ZANTEN «L'ECOLE EST COMME UN GRAND MARCHÉ».

L'école depuis trente ans est soumise, plus ou moins officiellement, aux règles de la concurrence. L'essai "Les marchés scolaires, sociologie d'une politique publique d'éducation", analyse cette mise en marchés dans différents contextes nationaux. En France, ce marché est officieux et particulièrement inégalitaire, détaille l'une des co-auteurs [Agnès van Zanten](#). Pour un débat moins naïf sur la carte scolaire et la mixité sociale à l'école.



[Voir la vidéo](#)